

instituer de nouvelles industries. A mon sens, dans ces domaines l'apport du Canada pourrait être considérable. Il faut reconnaître que notre pays, qui ne dépense qu'un demi de un pour cent de son produit national brut pour aider les pays sous-développés, ne fait pas son possible pour les régions moins fortunées du Commonwealth.

J'espérais que le Canada aurait été prêt à soumettre à cette dernière conférence un programme audacieux et dynamique d'assistance financière et économique des pays du Commonwealth en voie de développement. Il n'est pas trop tard encore pour que le gouvernement élabore un programme qu'il pourrait soumettre au Commonwealth. Au lieu de disséminer notre aide un peu partout, nous pourrions faire œuvre plus utile en choisissant les régions du Commonwealth qui sont les plus rapprochées de nous, notamment les Antilles et la Guyane britannique. Au moyen d'assistance technique, de placements publics et privés, de concessions commerciales et de programmes de formation donnés, ici même, à certains de leurs citoyens qui pourraient un jour devenir leurs dirigeants, dans les domaines de l'éducation, de la médecine, du génie et de l'administration, nous pourrions faire beaucoup pour aider ces parties du Commonwealth dans l'hémisphère occidental.

Si nous étions disposés à prendre à cœur les intérêts de cette région du Commonwealth et à dépenser des sommes considérables, nous pourrions non seulement élever le niveau de vie de ces régions, mais montrer au reste du Commonwealth ce qu'on peut accomplir au moyen d'efforts concentrés. Nous pourrions, en fin de compte, établir un marché pour nombre de produits canadiens dans une région qui présente des avantages naturels sur le plan économique et à laquelle le Canada devrait s'intéresser.

Je suis sûr, monsieur l'Orateur, que nous tenons tous à féliciter le premier ministre du magnifique exposé qu'il vient de faire à la Chambre et à lui assurer que les propositions que le gouvernement voudra bien soumettre à l'appui de celles qui figurent au communiqué recevront notre entier appui.

Je répète ce que j'ai dit au début, seul le temps nous dira si cette libre association de peuples libres saura exercer une influence décisive sur les affaires internationales. Trois grandes puissances, les États-Unis, l'Union soviétique et la Chine continentale, tiennent la vedette aujourd'hui en raison du chiffre de leur population. Je crois toujours que le Commonwealth, bien que n'étant pas une organisation centralisatrice comme les nations que je viens de mentionner, réussira, moyennant la

prévoyance, la hardiesse et le sens de direction nécessaires, à prouver au monde que des peuples libres peuvent, en ayant recours à des conférences, à la modération et à la collaboration, amener la paix sans violence, aboutir à l'indépendance et asseoir des institutions démocratiques dans leurs pays respectifs. L'occasion s'offre à nous de démontrer que la démocratie peut atteindre les résultats voulus en cherchant à résoudre les problèmes qui se posent sur le plan humain. Nous assurons le premier ministre que toutes les mesures que voudra prendre son gouvernement à cette fin recevront notre entier appui et notre pleine approbation.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): A notre tour, nous souhaitons au premier ministre la plus cordiale bienvenue. Nous tenons à ce qu'il sache que, les premiers jours, alors que nous en suivions le compte rendu, nous partagions quelque peu, même d'ici, l'inquiétude qu'on ressentait à propos de la conférence. Puis, en voyant le rôle éminent qu'il y jouait et à mesure que le tableau, d'abord assez sombre, a commencé à s'éclaircir, nous sommes devenus fiers de l'attitude de notre premier ministre et de la manière dont il représentait le Canada. Je puis fournir au premier ministre l'assurance que nous approuvons ses efforts en faveur de la paix universelle et du développement mondial, notamment en ce qui touche le Commonwealth. Ces choses nous tenaient à cœur.

Il en est une, cependant, qui m'inquiète. En écoutant le compte rendu enthousiaste, si j'ose dire, de la conférence et les observations des chefs des autres partis, il m'a semblé que le tort que nous avons envers le Commonwealth, c'est d'en parler avec toute la chaleur voulue en pareilles occasions et de l'oublier entre-temps. De fait, je crois que nous avons manqué plusieurs occasions très importantes, en ces dernières années, d'aborder d'une façon plus positive les problèmes qui se posent et les chances de succès qui s'offrent aux membres du Commonwealth. Certes, il faut se hâter d'appliquer, par tous les moyens possibles, les recommandations positives de cette conférence, de façon à faciliter la mise en œuvre des principes que le Commonwealth représente et à assumer nos responsabilités envers cet organisme.

Le Commonwealth n'est pas qu'une organisation. C'est un ensemble qui a grandi. Institution vivante, le Commonwealth s'est développé comme les plantes et les bêtes. Il s'est développé à partir d'un principe vital, sans que l'homme lui donne une direction d'une façon consciente. A notre époque où tout est organisé, cela est peut-être difficile à comprendre, mais je crois avoir raison de parler